

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION
LILLE. 106, Rue de Paris
PARIS. 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix - Tourcoing

BUREAUX: Téléphone 351-17
45, rue de la Gare, 45
TOURCOING: Téléphone 3-05
3, rue Fidèle Lehoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME

Devant le pays, M. Chautemps pose la question de confiance

« Je demande à tous les groupes de se réunir pour dire, si dans le fond de leur conscience, ils approuvent les formules de liberté monétaire ».

« Je demande notamment aux membres de la majorité de dire si, sur tous les sujets de politique intérieure et extérieure, ils approuvent nos actes ».

AU CONSEIL DE CABINET, LES MINISTRES, A L'UNANIMITÉ, SE SONT PRONONCÉS POUR UNE DÉFENSE ÉNERGIQUE DU FRANC



M. Edouard HERRIOT au fauteuil présidentiel de la Chambre. (Photo Nyl)

Paris, 13. — A 9 h. 30, M. Georges Bonnet, ministre des Finances, a eu à la présidence du Conseil un long entretien avec M. Camille Chautemps, entretenu auquel a participé M. Fournier, gouverneur de la Banque de France.

LE CONSEIL DE CABINET

A 10 h., les ministres et sous-secrétaires d'Etat étant tous présents, le Conseil de Cabinet s'est réuni sous la présidence de M. Camille Chautemps.

A 12 h. 55, alors que le Conseil de Cabinet durait encore, M. Fournier, gouverneur de la Banque de France, revenant à l'Hôtel Matignon et s'entretenant dans le bureau du président du Conseil avec ce dernier et M. Georges Bonnet.

Le Conseil, qui avait été interrompu pendant cette conversation, a repris aussitôt après pour se terminer à 13 h. 20.

Le communiqué

A 13 h. 40, M. William Bertrand a donné lecture à la presse du communiqué suivant :

« Le président du Conseil et le ministre des Finances ont mis le Conseil au courant de la situation politique et financière et des graves repercussions qu'elle entraîne sur le marché des changes. »

« Le Conseil unanime a marqué sa volonté de défendre énergiquement la situation financière et le franc. »

« En vue d'associer le Parlement et le pays à cette œuvre de salut public, il a été décidé que c'est à la tribune de la Chambre que le président du Conseil ferait de aujourd'hui la déclaration que le gouvernement doit à la nation. »

UNE DÉCLARATION DE M. G. BONNET

A 13 h. 55, de retour au ministère des Finances, M. G. Bonnet a fait à la presse la déclaration suivante :

« Le gouvernement a été unanime à repousser tout contrôle des changes et à juger plus que jamais indispensable l'équilibre du budget. M. C. Chautemps l'affirmera ce soir à la tribune de la Chambre en même temps qu'il manifestera sa volonté de maintenir contre tous les agissements, l'ordre public et la légalité. »



L'arrivée de M. Léon BLUM au Conseil de Cabinet. (Photo Nyl)

« IL N'Y A QUE DEUX POLITIQUES POSSIBLES », DÉCLARE M. P.-E. FLANDIN

M. P.-E. Flamin, ancien Président du Conseil, a exprimé dans les couloirs son opinion sur la situation présente dans les termes suivants :

« Elle ajoute que « le débarquement » par les patrons eux-mêmes de M. Désiré Ley de la direction du Consortium Textile du Nord par suite de l'attitude énergique des ouvriers, montre aux Pouvoirs Publics qu'il est non seulement indispensable, mais possible, de mettre un terme aux agissements de M. Gignoux, dont les provocations vont de pair avec les manœuvres boursoières destinées à ruiner le crédit public. »

« Le Parti communiste affirme que le pays républicain ne saurait tolérer une nouvelle offensive des banques et du grand capital contre la volonté de la nation comme en 1926 et en 1934. Les puissances voudraient à la faveur de difficultés financières qu'elles provoquent, déterminer une dislocation du Front populaire. »

« Le Parti communiste entend se dresser contre toute violation des décisions du suffrage universel. Il ne saurait admettre que puisse être envisagée la constitution d'un Gouvernement comprenant des partis et des hommes n'ayant pas prêté le serment du 14 juillet 1935. »

« Il appelle les Socialistes, les Radicaux, les Communistes et l'ensemble des travailleurs à affirmer leur volonté de ne pas voir la souveraineté nationale bafouée par la dictature des banques et à rappeler au respect des engagements ».

PAR 277 VOIX CONTRE 213 A M. L. AUBERT, M. JACQUES DUCLOS, A ÉTÉ RÉÉLU VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

pris ceux qui seraient tentés de les oublier. »

La résolution demandée en terminant « l'Union des travailleurs pour la sauvegarde du Front populaire et l'application de son programme ».

LA SÉANCE AU PALAIS-BOURBON

Il y a peu de monde dans les tribunes, mais un grand nombre de députés sont à leurs bancs quand M. Salles, Président d'âge, monte à la tribune et déclare la séance ouverte à 15 h. 35.

Le scrutin est clos à 16 h. 35.

La séance est suspendue pendant le dépouillement du scrutin.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

LA LIVRE STERLING A COTÉ 154, PUIS 153,75 HIER

Londres, 14. — Le franc français était offert ce matin et, par rapport à la livre sterling, il était coté au comptant à 148, contre 147,84 hier ; à un mois 154, contre 153,24, et à trois mois 156, contre 157,66.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)

M. Jeanneney a été réélu Président du Sénat

LES VICE-PRÉSIDENTS, PARMIS LESQUELS MM. MAHIEU ET FARJON ONT VU LEUR MANDAT ÉGALEMENT PROLONGÉ

La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Damecour, doyen d'âge, assisté de six secrétaires d'âge. L'ordre du jour appelle le scrutin public à la tribune pour l'élection du président et des quatre vice-présidents. Ce scrutin, d'une durée d'une heure, sera suivi d'un autre d'une durée égale, pour l'élection des secrétaires et des questeurs.

L'élection du Président

La séance, suspendue après la clôture du dernier scrutin, est reprise à 17 h. 35. La clôture du dernier scrutin est reprise à 17 h. 35. M. Damecour proclame les résultats :

Pour la présidence : votants, 231 ; suffrages exprimés, 225 ; blancs ou nuls, 6. Ont obtenu : M. Jules JEANNENEY, 218 voix, réélu ; divers, 7. (Vifs applaudissements).

Des Vice-Présidents

Les quatre vice-présidents sortants ont été réélus.

Pour les vice-présidents : votants, 229. Ont obtenu : MM. Henri MERLIN, 218 voix ; FARJON, 217 ; Henri ROY, 216 ; MAHIEU, 209, tous réélus ; divers, 3.

Des Questeurs

Scrutin pour la désignation des trois questeurs :

Sont réélus : MM. Hamelin, 207 voix ; Manceau, 205 ; Labrousse, 198.

Scrutin pour la désignation des huit secrétaires : votants, MM. LOUBAT, 209 voix ; DECROZE, GARRIGOU, 200 ; DENTU, 193 ; MARTIN-BINACHON, 190 voix ; HACHETTE, 189 ; FEVRE, 188 ; DE LA GRANGE, 186.

Deux secrétaires n'appartiennent pas au bureau de 1937 : ce sont : MM. Garrigou (Gauche démocratique) et Hachette (Union républicaine), désignés par leur groupe en remplacement de MM. Gadaud et Bolvin-Champeaux, arrivés au terme de leur mandat.

Le Sénat se réunira demain, à 16 h., pour l'installation du bureau définitif. Le Président Jeanneney prononcera le discours d'usage.

Après quelques mots du président d'âge, qui remercie ses collègues du bienveillant accueil qu'ils lui ont réservé, la séance est levée à 17 h. 46.



M. JEANNENEY au fauteuil présidentiel du Sénat

LES ACTES CRIMINELS DU C. S. A. R. — On rattache à l'activité de cette organisation les assassinats de Dimitri Navachine, de Lœtitia Toureaux et l'enlèvement du général russe de Miller...



M. MONDANEL, inspecteur principal de la Sûreté nationale, s'entretenant avec des journalistes. (Ph. Keystone)

...mais pour le moment, la Sûreté Nationale se défend d'ajouter d'autres crimes au terrible « palmarès » des terroristes et porte toute son attention sur l'exécution des frères Rosselli.

PUIREUX DE FIENNES QUI EST ACCUSÉ D'ÊTRE L'UN DE LEURS MEURTRIERS NIE TOUT CE QUI LUI EST REPROCHÉ, MALGRÉ LES CHARGES QUI L'ACCABLENT.

Trois nouvelles arrestations ont été opérées hier soir, à Clermont-Ferrand, celles de Roger Mandereau, Antoine Fustier et Jean Forrot

Paris, 13. — Deux graves affaires criminelles sont rattachées à l'activité terroriste du C. S. A. R. : de nouveaux coups de théâtre, affirme-t-on, vont se produire. Déjà, l'on parle d'autres assassinats demeurés impunis, ceux de Dimitri Navachine, poignardé au Bois de

Détail troublant, le signalement de la voiture correspond avec celui de la voiture fournie par les « guetteurs » du crime Bouvier et Fauran.

UNE GRAVE ACCUSATION DE L'INGÉNIEUR LOCUTY VISANT MÉTÉNIER

Fernand Jakubiec, un des C. S. A. R. arrêté tout au début de l'enquête, considéré lui aussi comme un des tueurs, a été extrait de la prison de la Santé et conduit également à Domfront.

Mandats d'amener lancés contre Puireux et Fauran

Ce fait a suffi au juge d'instruction de Domfront, possesseur du dossier de l'affaire Rosselli, pour lancer deux mandats d'amener contre Puireux de Fiennesses et Jacques Fauran.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)



Jean-Marie BOUYVER, engagé dans les Chasseurs d'Afrique, actuellement à Constantinople, et qui vient d'être arrêté pour avoir été complice dans l'assassinat des frères Rosselli. (France-Presse-Voir)

Boulogne, de Lœtitia Toureaux, égarée dans une ruelle du Métropolitain et de l'enlèvement du général russe de Miller. On en passe, et de sensationnels vont être mis sur le compte des membres du comité secret d'action révolutionnaire.

De telles hypothèses sont peut être tentantes, mais hasardeuses. Pour l'instant, la Sûreté nationale se défend d'ajouter d'autres crimes au « palmarès » des Casaristes, qu'elle estime suffisamment tragique.

Les dénégations de Puireux de Fiennesses

Les faits relatifs à l'exécution des frères Rosselli et aux attentats de l'Étoile suffisent à occuper toute l'activité des services de la police criminelle. On comprend combien cette activité est grande. Cette nuit d'abord, Robert Puireux de Fiennesses, accusé d'être un des tueurs de Carlo et Nello Rosselli, a subi l'interrogatoire du commissaire Belin interrogatoire serré et dramatique. Puireux de Fiennesses s'est enfoncé dans des dénégations farouches. Il a tout nié : « Je ne suis jamais allé à Bagnoles-de-l'Orne, a-t-il dit. L'accusation pesant sur moi, je la repousse. Je n'ai pas tué les frères Rosselli ». M. Belin ne pouvait qu'enregistrer ces dénégations.

La 402 Peugeot était sa voiture

Il a marqué un point cependant, en arrivant à établir que la 402 Peugeot qui, le 9 juin 1937, jour du crime, suivait la voiture Ford des journalistes italiens appartenait bien à Puireux. C'est la voiture de sa mère, a-t-il dit. Je reconnais que je la conduisais souvent. N° 1 à tous les points de vue.

Le Comité « Hainaut-Flandre-Artois » a récapitulé, hier à Lille, l'œuvre magnifique accomplie pendant l'Exposition

LE CENTRE RÉGIONAL DU NORD A RÉUSSI À RÉALISER UN IMPORTANT BÉNÉFICE



EN HAUT : M. Nicolas BOURGEOIS, représentant M. Ed. LABBE, Commissaire général de l'Exposition Universelle de 1937, prononçant son allocution. On voit, de gauche à droite : MM. O. HERMEZ, Adjoint au Maire ; A. FAVIERES, Adjoint au Maire ; L. DELEPOULLE, Président du Comité « Hainaut, Flandre, Artois » et des « Amis de Lille », et DEGRYSE, Secrétaire.

EN BAS : Le Comité régional « Hainaut, Flandre, Artois » entourant sur le perron de l'Hôtel de Ville, MM. FAVIERES, Adjoint au Maire, et DELEPOULLE, Président du Comité. (Photo Revell)

L'Exposition Universelle des « Arts et Techniques » est morte... puisqu'elle ne de la France, la vie ardente, le sérieux sera pas reconstruite. Entre autres mérites elle aura eu celui de faire connaître aux quelque 36 millions de visiteurs le vrai visage de la France, de la Province qui était brillamment représentée au Centre Régional.

Tout cela a été remarqué par les visiteurs et le succès s'est traduit par une intelligente propagande et un bénéfice matériel coquet.

Or, le Centre Régional N° 1 « Hainaut-Flandre-Artois » a véritablement été le N° 1 à tous les points de vue.

(LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE)